

Lara Lalman¹

Le *care* n'est pas qu'une affaire de femmes !

Majoritairement représentées dans les métiers de soins, les femmes sont les premières à « s'occuper des autres », y compris et surtout dans l'espace privé où elles pallient un bon nombre de manques en termes de structures collectives. A travers une éducation différenciée entre garçons et filles, la société projette sur les femmes toute une série de représentations sociales à partir desquelles les femmes s'identifient. Idem au sein du couple, au travail, etc. Quelle valorisation en effet des aides sociales, des infirmières, etc. ? Quel rôle est donné aux femmes migrantes particulièrement nombreuses dans ces professions ? On les rencontre mais elles restent invisibles, avec ou sans papiers. Leur autonomie en fait les frais : elles se retirent en effet plus facilement du travail et de la vie sociale. Sans mesurer la plupart du temps les conséquences sur leur santé mentale et leur santé physique. Elles ont au contraire une fâcheuse tendance à culpabiliser dès qu'elles s'écartent de ce rôle. Ce constat fait, loin de pouvoir parler d'un choix parfaitement délibéré, le *care* n'est à l'évidence pas une affaire de femmes mais de société ! C'est sur ce postulat que la plateforme pour promouvoir la santé des femmes a organisé son séminaire annuel le 28 mai 2015.

Pour ce faire et rester dans l'utopie, nous devons sortir d'un système raciste, patriarcal et capitaliste. Mais où sont les hommes ?

Masculinités et care : impensable conciliation ?

Le Monde selon les Femmes a édité cette année un « Essentiel du genre » sur les masculinités, remplaçant le terme de masculinité dans son contexte historique d'émergence en parallèle avec la 3^e vague du féminisme dans les années 70, dont les revendications concernent davantage l'espace privé, la conciliation public-privé, et la liberté de disposer de son corps et de vivre sans violence.

Les hommes doivent en effet dans ce mouvement redéfinir leur place et leur identité. Si certains adhèrent au féminisme et en tirent grand intérêt pour eux-mêmes en termes de libération, d'autres restent attachés à ce que l'ONG a choisi d'appeler « masculinité hégémonique² » et accusent une prétendue féminisation de la société qui ferait perdre aux hommes tous leurs repères identitaires.

Or la construction des masculinités hégémoniques repose sur la puissance, la capacité protectrice et l'approvisionnement de la famille, des composantes à la fois aveugles et

¹ Animatrice et chargée de projets au CEFA asbl

² Concept amené par Raewyn Connell, *Masculinities*, Cambridge: Polity Press, 1995, 2005. Cela vise plutôt l'expression de la masculinité, d'une certaine masculinité dominante - laquelle est la plus valorisée par la société - et non l'identité masculine

dépendantes du *care* dont l'entière charge incombe alors aux autres - les femmes en l'occurrence - créant le fossé des inégalités que l'on connaît.

Ce n'est pas pour autant que les hommes sont tout à fait absents du *care* aujourd'hui mais force est de constater qu'il s'agit d'une minorité encore marginale vu le manque de valorisation et du *care* et de sa prise en charge par des hommes.

Quand les grand-mères s'en mêlent

La maison des Babayagas, un espace d'abord destiné aux femmes vieillissantes créé par Thérèse Clerc, est pour cette dernière l'aboutissement d'un parcours féministe de 40 ans. En effet, elle a commencé à militer à 40 ans et dit ne pas avoir fait d'études, souligne que les « vieilles » (féministes) ont beaucoup à dire, notamment sur le patriarcat qui les a toujours enfermées. Dans la foulée de mai 68, la troisième vague du féminisme a pu naître d'une parole libérée. Car avant, les femmes étaient (trop) bien élevées, se tenaient à leur place, comme des « petites bonnes » pour reprendre les mots de l'intervenante. Il en ressort qu'elles étaient très effacées à bien des niveaux, dont l'histoire. Tout ceci a fait réfléchir les femmes de l'époque sur le genre, sur le patriarcat... Ce qui y est dit à propos des femmes dans la littérature, spécialement les textes religieux, est important pour comprendre leur place dans la société durant tous ces siècles. Le travail de reproduction des femmes a servi les intérêts socio-économico-politiques, et la transmission du lignage, de l'héritage considéré comme primordial encore à notre époque. Ce sont ces enjeux qui ont mobilisé Thérèse Clerc. Aujourd'hui, elle n'accepte pas l'invisibilité de la vieillesse, invisible aussi chez les (jeunes) féministes. Quel bel âge pourtant que celui qui suit l'arrêt des menstruations !

Cette transition mène en effet à vouloir autre chose, à vivre autrement... au-delà du *care* ? Elle confie avoir élevé ses quatre enfants seule depuis 68. Elle a aussi dû s'occuper de sa vieille maman grabataire durant les cinq dernières années de sa vie... Aujourd'hui les femmes qui entrent dans la vieillesse se retrouvent encore beaucoup sollicitées passant de l'accompagnement de leurs parents dans la sénilité vers la mort à leurs petits-enfants. Or, ce temps qui se dégage après le départ des enfants et ensuite à la retraite est aussi un temps qu'elles pourraient prendre pour elles.

Babayaga est, dans les contes russes, à la fois la figure de la grand-mère et de la vieille sorcière, voire de l'ogresse comme dans Hansel et Gretel : « Cric crac croc, qui grignote mon logis ? ». Les grands-mères ne pourraient-elles pas par moment sentir leur espace-temps littéralement bouffé par leurs petits-enfants ?

L'idée première de la Maison des Babayagas est d'accueillir des femmes avec de petites pensions, de créer une dynamique collective et porter différents projets comme par exemple une université populaire « des vieux et des vieilles » ou un atelier sur le VIH pour sortir des tabous. Le projet, qui a demandé treize ans de négociations avec les politiques, comprend vingt-et-un logements dans un immeuble situé sur un terrain en plein centre de Montreuil. Aujourd'hui, le projet essaime déjà ailleurs en France. La maison est non mixte car « les

femmes payent suffisamment et leur sexe et leur genre ». Un exemple flagrant : les femmes d'indépendants, d'agriculteurs pour qui aucune cotisation ne leur permet une autonomie financière en vieillissant. C'est par contre une maison intergénérationnelle où habitent aussi quatre jeunes de moins de trente ans.

Et pour ne pas envahir l'espace-temps des « babayagas », le mercredi après-midi est réservé aux (petits) enfants.

Selon Thérèse Clerc, ce type de structure sauvegarde l'autonomie des personnes plus longtemps et permet de mieux vieillir. En France, il y a dix-sept millions de personnes de plus de soixante ans³, soit un quart de la population. Les appareils⁴ et les soins réservés à la dégénérescence des sens lui apparaissent comme non négociables pour le bien-être des personnes. Or c'est très peu remboursé, d'où la nécessité d'agir et de mettre l'accent sur la prévention. Il est possible de prévenir ainsi les troubles de la mémoire en s'y prenant tôt pour entraîner celle-ci. C'est ce que devrait permettre un projet comme celui-là : la vie collective permet de réfléchir ensemble.

A travers le projet d'une université des savoirs qui prend beaucoup de place dans la collectivité actuellement, il s'agit non seulement de valoriser les savoirs horizontaux⁵ mais aussi apporter un autre regard sur la vieillesse, considérée à de multiples égards comme étant problématique alors qu'en moyenne les personnes âgées se portent plutôt bien, même avec le diabète. Thérèse Clerc voit la nécessité de produire un discours philosophique de la vieillesse. Elle compte sur l'intelligence collective pour la prise en charge des dépendances inévitables. Et sur l'expérience et les compétences des vieux et des vieilles militant.e.s qui sont précieux/se.s pour mener des actions politiques, savoir décrypter, lire ce qu'il y a dans ou derrière l'actualité.

« Le militantisme est la meilleure des universités... Nous avons un savoir qui s'appuie sur la réalité des injustices. » Et la parole des femmes est une parole politique car elle est collective. Pour Thérèse Clerc, le collectif est un impératif à soutenir sans attendre.

“V'là la facture !”

C'est le slogan d'une campagne politique de Vie féminine lancée le 6 mars 2015 – avec la Marche Mondiale des Femmes : il s'agit d'un audit féministe pour avoir un aperçu de l'impact des politiques d'austérité sur les femmes. L'action s'inspire d'une assemblée populaire anti-crise de femmes initiée par les Espagnoles. Les citoyens, et surtout les citoyennes, payent pour rembourser les dettes. Par rapport au soin aux autres, il s'agit de faire prendre conscience au monde politique et au public, de l'importance du travail gratuit des femmes. L'idée est donc née de (r)envoyer la facture au politique (pour nous rembourser).

³ La vieillesse est calculée à partir de 60 ans politiquement et juridiquement

⁴ Appareils auditifs, lunettes, cannes, déambulateur, etc.

⁵ « Nos grands-mères n'ont pas été à l'école, mais elles faisaient tourner la maison. »

Un exemple de profession du *care* complètement piégeante car intrinsèquement source de précarisation est celui d'accueillante de jeunes enfants. C'est sur base d'un témoignage recueilli par Vie Féminine que nous découvrons ce métier à la croisée des inégalités, qui cumule les inconvénients. Pour un travail qui demande 60 à 70h par semaine, les congés payés et de maladie ne sont pas pris en charge, la formation n'est pas valorisée. De plus la décision européenne de permettre aux parents qui ne travaillent pas de confier leurs enfants en bas âge à un lieu d'accueil, même si leur besoin est légitime, attise encore le risque de précarité des accueillantes dans la mesure où l'enfant peut ne pas venir tous les jours convenus, ce qui représente un manque à gagner à partir du moment où ne sont payés que les jours où l'enfant est réellement présent. Et la plupart des parents ne pourraient pas payer le coût réel que représente l'accueil : les conditions ne peuvent donc pas être celles d'une profession libérale... Or on sait à quel point il manque de places d'accueil pour les enfants avant l'école maternelle, ce qui amène bien souvent les parents à faire appel aux grands-mères et à d'autres personnes de l'entourage, décuplant les lieux de garde, les trajets, et l'épuisement de toutes les personnes concernées. C'est le serpent qui se mord la queue. Ce n'est pas le métier qui pose problème car il est indispensable, mais un statut obsolète qui rend cette charge du *care* insoutenable pour les femmes (car ce sont elles qui endossent la profession) !

Autre exemple : celui d'une aide-soignante, aujourd'hui en incapacité de travail. Cela pourrait être l'histoire d'autres femmes, dont beaucoup sont migrantes, dans les métiers du *care*. Après avoir subvenu aux besoins de sa famille au Maroc durant toute son adolescence, elle a goûté à un sentiment de liberté en trouvant un travail d'aide-ménagère dans une maison de repos en Belgique. Lorsque la directrice lui propose de lui financer des études d'aide-soignante, l'image du conte occidental n'est pas loin... jusqu'à ce que son dos lâche, et que commence, après un parcours d'ouvrière du *care*, un parcours de combattante pour se soigner et ensuite pour faire reconnaître son incapacité de travail. La dépression pointe son nez lorsqu'elle se retrouve dans l'impasse : impossible de travailler longtemps debout ou assise ! C'est son engagement salutaire comme bénévole dans deux associations de femmes qui lui redonne du pouvoir sur sa vie, du sens, et donc un certain bien-être moral. La surcharge qui mène au handicap, lequel décuple l'exclusion sociale avec ses effets sur la santé mentale, voilà de quoi interpeller !

A la fin de ces échanges, les participant.e.s prennent conscience que les femmes doivent se désaisir du *care*. Nous (les femmes) sommes le *care* : le *care* nous habite. Nous devons construire le *care* avec les hommes, mais en même temps le déconstruire pour nous, ne plus accepter cette étiquette, certes valorisante mais piégeante, de « sauveuses de la planète ». En vieillissant, nous ne devons pas rester assignées au *care*, à travers entre autres la garde des enfants. C'est la femme au singulier, la féminité au singulier qui est une fois de plus à déconstruire en complément d'une sensibilisation de la collectivité à une collectivisation non genrée du *care*.